



Communication de l'Administration fédérale des contributions (AFC)

Il est communiqué ce qui suit:

1. Par courrier du 8 juillet 2024, il est demandé de fournir des informations concernant des personnes physiques dont le nom n'est pas connu et qui, durant la période du 1^{er} février 2013 au 31 décembre 2023, remplissent tous les critères suivants:
 - a. La personne était le/la titulaire du compte/de (plusieurs) comptes auprès de Union Bancaire Privée, UBP SA;
 - b. Le/la titulaire du compte disposait (selon la documentation bancaire interne) d'une adresse de domicile aux Pays-Bas;
 - c. Union Bancaire Privée, UBP SA, a envoyé au/à la titulaire du compte un courrier par lequel elle a requis celui-ci/celle-ci de fournir la preuve de sa conformité fiscale;
 - d. En dépit de la remise dudit courrier, le/la titulaire du compte n'a pas fourni à Union Bancaire Privée, UBP SA, de preuve suffisante à la banque de sa conformité fiscale.

Sont exclus de la transmission, les comptes:

- a. pour lesquels le/la titulaire du compte a fourni l'un des moyens de preuve suivants:
 - la preuve de la divulgation volontaire du/des compte(s) en vertu de l'Accord du 26 octobre 2004 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne prévoyant des mesures équivalentes à celles de la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts; ou
 - la preuve de la divulgation du/des compte(s) en vertu de l'Accord du 29 octobre 2014 entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers; ou
 - la preuve que le/la titulaire du compte a déclaré le/les compte(s) dans le cadre du programme néerlandais de divulgation volontaire (Voluntary Disclosure Program, VDP); ou
 - la preuve, que le/la titulaire du compte a déclaré le/les compte(s) par le biais d'une auto dénonciation (en-dehors du VDP); ou
 - la preuve de la déclaration du/des compte(s) au fisc des Pays-Bas;
- b. au sujet desquels des informations ont déjà été transmises aux autorités compétentes néerlandaises dans le cadre d'une procédure d'assistance administrative précédente.

2. Les personnes concernées par la procédure administrative sont invitées à communiquer à l'AFC les informations suivantes:
- le numéro de référence 631.1-2024-NL-0001-0348;
 - leur adresse suisse, s'ils sont domiciliés en Suisse, ou un représentant en Suisse autorisé à recevoir des notifications, s'ils sont domiciliés à l'étranger.

Le délai accordé pour indiquer une adresse en Suisse ou pour désigner le représentant autorisé à recevoir des notifications est de *20 jours* et commence à courir le lendemain de la publication dans la Feuille fédérale.

L'AFC précise que les personnes qui sont co-titulaires d'un/de compte(s) définis sous le chiffre 1, mais qui ne sont pas domiciliées aux Pays-Bas et/ou ont été ajoutés en tant que titulaires de compte *après* l'envoi de la lettre de la Banque susmentionnée ou *après* le 31 décembre 2023, peuvent participer à la procédure en tant que personnes habilitées à recourir. En cas de participation, ces personnes sont également tenues, dans un délai de *20 jours* à compter du jour qui suit la publication dans la Feuille fédérale, de communiquer le numéro de référence 631.1-2024-NL-0001-0348 et une adresse en Suisse ou de désigner un représentant en Suisse autorisé à recevoir des notifications, si elles sont domiciliées à l'étranger.

L'AFC précise que les successeurs en droit d'une personne concernée décédée peuvent participer à la procédure en tant que personnes habilitées à recourir. En cas de participation, ces personnes sont également tenues, dans un délai de *20 jours* à compter de la présente publication dans la Feuille fédérale, de communiquer à l'AFC les informations suivantes:

- le numéro de référence 631.1-2024-NL-0001-0348;
- le nom de la personne concernée décédée;
- le certificat d'hérédité;
- une adresse en Suisse ou un représentant en Suisse autorisé à recevoir des notifications.

Le numéro de référence 631.1-2024-NL-0001-0348 et le nom et l'adresse de la personne autorisée à recevoir des notifications en Suisse, respectivement l'adresse actuelle en Suisse doivent être communiqués à l'AFC par e-mail, à *information.procedure @estv.admin.ch*, ou à l'adresse suivante:

Administration fédérale des contributions AFC
Eigerstrasse 65
CH-3003 Berne

En raison du champ d'application temporel de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, conclue le 25 janvier 1988 et amendée par le Protocole du 27 mai 2010 (RS 0.652.1), l'art. 14a al. 4 let. b. ch. 2 LAAF qui permet aux personnes concernées d'indiquer à l'AFC leur adresse à l'étranger, pour autant que la notification par voie postale de documents à destination du pays concerné soit admise, n'est pas applicable au cas d'espèce.

3. Les personnes concernées/habilitées à recourir peuvent prendre part à la procédure simplifiée conformément à l'art. 16 LAAF et consentir à la remise des renseignements à l'autorité requérante en informant l'AFC par écrit. Le consentement est irrévocable. L'AFC clôt la procédure en transmettant les renseignements avec mention du consentement des personnes concernées/habilitées à recourir. Un formulaire de consentement à la procédure simplifiée est disponible sur le site internet de l'AFC sous le lien suivant:
www.estv.admin.ch/estv/fr/accueil/droit-fiscal-international/assistance-administrative-cdi/assistance-administrative-cdi.html
4. A défaut de consentement à la procédure simplifiée, l'AFC rendra une décision finale susceptible de recours conformément à l'art. 17 LAAF. Si l'AFC ne peut pas remettre une décision finale aux personnes concernées/habilitées à recourir, elle la leur notifie dans la Feuille fédérale sans indiquer de nom (Art. 14a al. 6 LAAF).
5. La présente communication a également lieu en anglais selon l'annexe.

3 janvier 2025

Administration fédérale des contributions

Notification from the Federal Tax Administration (FTA)

The following information is provided:

1. By letter dated 8 July 2024, the FTA is requested to provide information regarding natural persons not named in particular who, in the period from 1 February 2013 to 31 December 2023, fulfill all of the following criteria:
 - a. The person was an account holder of (an) account(s) with Union Bancaire Privée, UBP SA;
 - b. The account holder had a domicile address in the Netherlands (according to the internal bank documentation);
 - c. The account holder was sent a letter by Union Bancaire Privée, UBP SA, in which he/she was required to confirm his/her tax compliance with the bank;
 - d. Despite this letter the account holder did not provide Union Bancaire Privée, UBP SA with sufficient evidence of tax compliance.

Exempt are the accounts:

- a. for which the account holder provided one of the following:
 - evidence of disclosure of the account(s) based on the Agreement of 26 October 2004 between the European Community and the Swiss Confederation envisaging measures equivalent to those provided for in Council Directive 2003/48/EC on taxation of the incomes of the saving in the form of payments of interests; or
 - evidence of disclosure of the account(s) based on the Multilateral Agreement of 29 October 2014 of the Competent Authorities on the Automatic Exchange of Financial Account Information; or
 - evidence that the account holder declared the account(s) through the Dutch Voluntary Disclosure Program (VDP); or
 - evidence that the account holder voluntarily declared the account(s) (outside of the VDP) to the Belastingdienst; or
 - evidence of a filed tax return declaring the account(s) in the Netherlands;
 - b. for which information has already been transmitted to the Belastingdienst in a previous administrative assistance procedure.
2. The persons concerned by the procedure are requested to provide the FTA with the following information:
 - the reference number 631.1-2024-NL-0001-0348;
 - an address in Switzerland if they are resident in Switzerland, or a representative in Switzerland authorized to receive notifications if they are resident abroad.

The deadline within which the Swiss address or the representative to receive service in Switzerland has to be named is *20 days*; the deadline starts running on the day following the publication in the Federal Gazette.

The FTA draws attention to the fact that persons who own an account mentioned under number 1 jointly, however do not have a domicile address in the Netherlands and/or were added as account holders *after* the bank sent the above-mentioned letter or *after* 31 December 2023, can take part in the procedure as a person entitled to appeal. If such a participation is intended, then these persons are also requested to provide the FTA with the reference number 631.1-2024-NL-0001-0348 and the details of their current address in Switzerland if they are resident in Switzerland, or with the details of a representative to receive service in Switzerland, if they are resident abroad, within the time period of *20 days*.

The FTA draws attention to the fact that legal successors of any deceased person concerned can take part in the procedure as persons entitled to appeal. If such a participation is intended, these persons are also requested to provide the FTA with the following information within *20 days* of publication of this notice:

- the reference number 631.1-2024-NL-0001-0348;
- the name of the deceased person;
- the certificate of inheritance;
- an address in Switzerland or a representative in Switzerland authorized to receive notifications.

The reference number 631.1-2024-NL-0001-0348 and the name and address of the representative to receive service in Switzerland, respectively the current Swiss address is to be communicated to the FTA either via email to *information.procedure@estv.admin.ch* or via the following address:

Federal Tax Administration FTA
Eigerstrasse 65
CH-3003 Bern

The possibility in accordance with Art. 14a para. 4 letter b subparagraph 2 TAAA to provide the FTA with a foreign address, provided it is permitted to serve documents in the state concerned by post, is – with regard to the time period applicable under the Agreement dated 25 January 1988, amended through the Protocol dated 27 Mai 2010 on the mutual administrative assistance in tax matters (SR 0.652.1) – not applicable.

3. According to Art. 16 TAAA the person concerned/person entitled to appeal has the possibility to participate in the simplified procedure. If the person concerned/person entitled to appeal consents to the transmission of the information to the requesting authority, he/she shall inform the FTA of this. This consent is irrevocable. The FTA closes the procedure by transmitting the information to the requesting authority with reference being made to the consent given by the person concerned/person entitled to appeal. A declaration of consent for the simplified procedure is published on the FTA website under the following link:

www.estv.admin.ch/estv/de/home/internationales-steuerrecht/international-sei/amtshilfe-nach-dba.html

4. If the person concerned/person entitled to appeal does not consent to the simplified procedure the FTA will issue a final decree in accordance with Art. 17 TAAA. If the final decree cannot be delivered to the person concerned/person entitled to appeal the FTA will notify the person concerned/person entitled to appeal about the final decree through an anonymous publication in the Federal Gazette (Art. 14a para. 6 TAAA).

3 January 2025

Federal Tax Administration